

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

REIMS, le **10 AOÛT 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



FICAP HPCI

Pôle Agro Industriel
Chemin d'Exploitation Le Boucher Lambert
51110 POMACLE

Références : Sm1 n°D1 i 2022-619
Code AIOT : 0003012316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2022 dans l'établissement FICAP HPCI implanté Pôle Agro Industriel Chemin d'Exploitation Le Boucher Lambert 51110 POMACLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une explosion a retenti le lundi 08 août 2022 à 4h00 au sein de l'atelier de broyage humide Z07, suivie d'un incendie qui s'est propagé, via des convoyeurs à d'autres équipements, notamment deux trémies de stockage tampon situées à proximité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FICAP HPCI
- Pôle Agro Industriel Chemin d'Exploitation Le Boucher Lambert 51110 POMACLE
- Code AIOT : 0003012316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site d'exploitation est constitué de :

- zones de réception et stockage de matières premières ;
- zones de transformation du bois ;
- zones de stockage des produits vrac ;
- bâtiment de conditionnement ;
- stockage de pellets en extérieur.

FICAP fonctionne en synergie avec l'usine de cogénération de vapeur COGECAB, qui utilise le biocombustible HPCI Cogé de FICAP et qui fournit la vapeur nécessaire au vapocraquage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite incident du 08/08/22
- Plan d'opération interne
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Rétention des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Incident	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Plan d'opération interne	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.1.8	/	Lettre de suite préfectorale	31/12/22

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rétention des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.4.1	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.2.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de comprendre le déroulé de l'incident. Il n'a causé aucun blessé, ni d'incidence sur l'environnement. Les installations de broyage sont à l'arrêt pour une durée minimale de 2 mois. Deux constats font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Une explosion a retenti le lundi 08 août 2022 à 4h00 au sein de l'atelier de broyage humide Z07, suivie d'un incendie qui s'est propagé, via des convoyeurs, à d'autres équipements, notamment deux trémies de stockage tampon à proximité. 29 pompiers sont intervenus sur site, à partir de 4h15, les différents foyers ont été considérés comme éteints, le même jour, à partir de 8h30. La source de l'explosion reste à déterminer mais elle semble être en lien avec le système de dépoussiérage de l'atelier de broyage humide, lieu de l'incident. Un mur de l'atelier de broyage a été soufflé entraînant des dégâts matériels localisés à proximité immédiate du local. Les autres ateliers du site, notamment le sécheur et l'atelier de granulation n'ont pas été impactés par l'incident. Il en est de même des différents stocks de bois/granulés/plaquettes forestières présents sur le site. L'atelier Z07 de broyage humide est à l'arrêt pour 2 mois à minima.</p> <p>L'incident n'a causé aucun blessé, ni d'incidence sur l'environnement. Les eaux d'extinction utilisées par les pompiers ont été récupérées dans les bassins de récupération du site.</p> <p>Le site de COGECAB alimenté via la société FICAP n'a pas été impacté. Il a été mis à l'arrêt par sécurité mais son activité (chaufferie avec cogénération) devrait reprendre le lendemain. L'alimentation du site restera assurée via les stocks existants sur FICAP.</p> <p>Le scénario d'explosion au niveau de l'atelier de broyage n'avait pas été envisagé par l'exploitant dans son étude de dangers présente dans le dossier de demande d'autorisation de décembre 2016.</p>
<p>Proposition de l'inspection :</p> <p>Il est proposé à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit transmettre à l'inspection un rapport d'incident précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est à transmettre sous un délai de 15 jours.</p>
<p>Observations : L'inspection rappelle qu'elle doit être informée avant toute remise en service des installations ou avant toute modification apportée au site.</p> <p>Selon les conclusions du rapport d'incident, l'exploitant doit envisager une révision de l'étude de dangers du site, notamment des parties mises en cause dans le présent incident ainsi que des autres ateliers de broyage du site construits et équipés sur le même modèle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 71.8
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un POI est mis en place afin d'organiser la gestion des sinistres et les premières mesures de sécurité à mettre en place, en prenant en compte les particularités techniques et / ou organisationnelles pouvant impacter l'établissement COGECAB voisin. Les conventions d'accès aux moyens de secours y sont également précisées. ce plan est porté à la connaissance de la société COGECAB pour les parties pouvant la concerner.
Constats : La rédaction du plan d'opération interne (POI) du site est en cours, l'exploitant estime que 80 % du document est rédigé. Le projet de POI prend en compte l'établissement voisin COGECAB.
Proposition de l'inspection : L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit finaliser le plan d'opération interne du site et le transmettre à l'inspection, avant le 31 décembre 2022 .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 31 décembre 2022

N° 3 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 74.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Deux bassins de rétention des eaux d'extinction d'un volume total de 740 m3 sont aménagés en amont du bassin d'infiltration. Une vanne de sectionnement assure la séparation des deux équipements. Un volume minimal total de 660 m3 est maintenu disponible en permanence au sein des bassins de confinement, faisant également office de bassins tampon. Des indicateurs de niveaux sont mis en place pour s'en assurer. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : Les eaux d'extinction ont été redirigées vers les deux bassins de rétention du site. L'exploitant a indiqué que ces eaux seront analysées afin d'identifier le traitement approprié.
Observations : L'exploitant doit tenir informée l'inspection des installations classées du devenir des eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une détection incendie dans tous les locaux ; • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; • de trois bassins de 120 m³ répartis en périphérie du site conformément au plan présenté en annexe. Les bassins sont maintenus accessibles en toutes circonstances. Elles disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournir un débit de 60 m³/h pendant 2 heures. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des volumes d'eau ; • d'une convention permettant l'utilisation du bassin de l'établissement COGECAB en cas de nécessité ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • des colonnes sèches dédiées (silos). Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur ; • le convoyeur de combustibles destinés à l'alimentation de l'usine COGECAB est équipé d'un dispositif de détection de point chaud. Toute détection de point chaud supérieure à 70 °C enclenche automatiquement l'arrêt du convoyeur et l'arrosage du contenu (type sprinklage) ; • chaque machine est approvisionnée par un bac de 250 l à remplissage automatique (1 m³ pour la zone de démarrage de la bande transporteuse) ; • les équipements du local de granulation présentant un risque sont équipés d'un système de sprinklage. <p>Constats : Le dispositif de sprinklage s'est enclenché dans le bâtiment Z08 du sécheur, permettant aux secours de se concentrer sur l'incendie au niveau du bâtiment Z07, des trémies tampons et des convoyeurs.</p> <p>Afin de maîtriser l'incendie, les secours ont utilisé la réserve d'eau de 120 m³ située à l'ouest du site. Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué s'occuper du remplissage de cette réserve.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

